

UN AMI DE TALLEYRAND :

LE DUC DE DALBERG

A la faveur des bouleversements que subit l'Europe de 1792 à 1815, un baron allemand, Emmerich de Dalberg, a pu devenir conseiller d'État et duc de l'Empire, contribuer aux côtés de Talleyrand à la chute de Napoléon, lui porter le coup décisif, devenir membre, en 1814, du gouvernement provisoire, plénipotentiaire de Louis XVIII à Vienne, pair de France et ambassadeur à Turin. La curieuse figure de ce « déraciné », encore enveloppée de mystère, commence à sortir de l'ombre à la lueur de documents nouveaux. Dalberg fut un de ces aventuriers internationaux, dissimulés au second plan ou travestis avec adresse, qui souvent, par leur action souterraine, préparent les grands événements.

Il était né à Mayence, le 30 mai 1773, dernier rejeton d'une illustre famille établie depuis des siècles sur les deux rives du Rhin. Les généalogistes la faisaient remonter, soit à Casus Marcellus, cousin de la Vierge, venu, après la destruction de Jérusalem, dans les légions de Varus, soit au capitaine romain Longinus, qui perça le flanc du Christ sur la croix. A la Diète de Ratisbonne les Dalberg étaient reconnus comme premiers barons du Saint-Empire. Le héraut d'armes criait : « Est-il ici un baron de Dalberg qui veuille recevoir la dignité de comte ? » Par leur silence, les Dalberg affirmaient leur orgueilleux dédain. Au sacre de l'empereur d'Allemagne, le héraut criait encore : *Ist ein Dalberg da!* Un Dalberg venait alors s'agenouiller devant l'empereur, qui lui donnait l'accolade et

un coup de plat d'épée comme au premier chevalier de l'empire. Napoléon, instruit plus tard de cette coutume, aurait voulu la continuer dans la cérémonie du sacre des empereurs français.

Le jeune baron Emmerich étudia à Zurich, puis à Goettingue. Il s'enthousiasma pour les principes de la Révolution. Cependant, en 1793, sa faible constitution l'empêcha seule de s'enrôler contre les Français. Son père Wolfgang-Héribert s'était adonné à l'art dramatique, composait des pièces et dirigeait le théâtre de Mannheim, célèbre dans toute l'Allemagne. Mais Emmerich fut surtout formé par son oncle Charles-Théodore, archevêque de Mayence, qui le pénétra de l'esprit cosmopolite du XVIII^e siècle, en même temps qu'il l'initiait aux mystères des *illuminés* de Weisshaupt. Charles-Théodore, gouverneur du pays d'Erfurt, était un prélat mondain, humanitaire, l'auteur réputé dans toute l'Allemagne, d'un traité philosophique sur l'*Univers*. Il était suspect à Rome. Consalvi signale « sa passion de paraître et de figurer, son ambition sans limites, la vanité qui le domine, son désir de faire parler de lui et *forse una certa fina malignita* ». Le cardinal di Pietro note « ses liens secrets avec la franc-maçonnerie ».

Tel oncle, tel neveu. En 1795, le baron de Vitrolles fit la connaissance à Erfurt, chez la duchesse de Bouillon, d'Emmerich de Dalberg, qui fuyait, comme lui, devant les troupes françaises : « Sa taille, dit-il, était petite et mince. Sa physionomie portait surtout l'empreinte de la finesse; peut-être même y en avait-il trop dans son regard pour ne pas intimider la confiance et arrêter l'abandon. » Mais il avait des manières aimables et engageantes, des connaissances variées, un goût délicat pour les arts. Vitrolles et Dalberg étaient du même âge : vingt-deux ans. Bien que Dalberg affectât des idées révolutionnaires, les deux jeunes gens se lièrent d'amitié, et cette amitié devait plus tard avoir de grandes conséquences.

Sept ans après ils se retrouvèrent à Paris sous le Consulat. La passion que Dalberg dissimulait sous son apparente douceur s'était tournée contre Bonaparte. Il venait de passer quelques années à Vienne au service autrichien; il avait connu Metternich à Rastadt. Il servit ensuite en Bavière, dans le Palatinat. Son patriotisme allemand s'était exalté. « Ses idées

révolutionnaires, écrit Vitrolles, et mes sentiments royalistes se trouvèrent d'accord pour détester, lui, le destructeur de la liberté et moi, l'usurpateur. Nos conversations roulaient souvent sur les moyens de le renverser et *ceux qu'il aurait choisis étaient des plus violents.* » C'était l'époque de l'attentat de la rue Saint-Nicaise, des complots de Cadoudal et de Pichegru.

MINISTRE DE BADE A PARIS

Lors du recès de 1803, Mannheim fut cédé par la Bavière à l'Électorat de Bade. Dalberg quitta le service bavarois pour celui de Bade. « Il est plein d'esprit et de connaissances », écrit Massias, notre agent à Carlsruhe. Il fut bien accueilli à la cour de l'Électeur, où l'on détestait Bonaparte et la France révolutionnaire. Son père ainsi qu'une de ses sœurs, madame de Venningen, reçurent également des charges de cour. En mai 1803, le baron Emmerich, alors âgé de trente ans, fut nommé ministre de Bade à Paris et reçu, en cette qualité, le 19 juin, par le Premier Consul. Il était déjà entré en rapports avec le ministre des relations extérieures dans ses précédents séjours. Talleyrand avait goûté son esprit, ses manières et surtout ses informations sur l'Allemagne. Grâce à lui, les domaines de l'archevêque de Mayence, situés en territoire français, n'avaient pas été sécularisés. Il semble même que Talleyrand ait dès lors associé Dalberg à ses trafics.

A ce moment, se produisit un événement important dans la vie du diplomate badois. L'ambassadeur de Russie Markoff, pris en flagrant délit d'espionnage, dut quitter Paris. Il accrédita officiellement son secrétaire d'Oubril comme chargé d'affaires. Mais l'impératrice de Russie étant une princesse de Bade, il jugea bon, pour dépister la police française, de confier à Dalberg les services de l'espionnage russe, dont le fameux comte d'Antraigues était alors le principal et redoutable agent.

Que se passa-t-il alors entre Talleyrand et Dalberg, dont les rapports étaient devenus intimes? Il y a tout lieu de croire que Talleyrand utilisa la correspondance secrète de Russie pour renseigner Alexandre à sa manière et, en particulier, pour rejeter entièrement sur le Premier Consul et sur Cau-

laincourt la responsabilité de l'enlèvement et de l'exécution du duc d'Engbien. De tels services ne s'oublient pas. Dalberg fut d'ailleurs accusé plus tard par Savary d'avoir favorisé par son attitude passive l'enlèvement du prince sur le territoire badois.

En même temps qu'il dirigeait le service d'espionnage russe, Dalberg travaillait activement à une coalition générale contre la France; un de ses rapports en fournit le plan. « Sa correspondance, écrit Vitrolles, fut imprégnée de ses passions; il aiguisa les griefs, exalta les passions et contribua bien pour sa part aux déterminations du Tsar, qui forma la troisième coalition par son traité avec la Grande-Bretagne, signé à Pétersbourg le 11 avril 1805. »

A la fin de 1804, après avoir assisté avec son oncle au sacre de l'Empereur, il s'éclipsa prudemment sous raisons de santé, voyagea en Italie, dont son oncle vantait les belles filles, assista à Milan au sacre de Napoléon comme roi d'Italie, puis chercha à rentrer au service autrichien. Cobenzel écrivait, dès le 17 novembre 1804, à l'ambassadeur d'Autriche à Paris : « Je crois comme vous que ce serait une très bonne chose si le baron Dalberg entrait à notre service... Sa Majesté est disposée... Il lui faudra quelque temps pour se débarrasser de ses liens actuels. Mon avis serait que le plus tôt possible il demandât congé à son maître actuel et qu'il se rendît à Vienne. »

Survint, le 2 décembre 1805, le coup de foudre d'Austerlitz. Toute l'Allemagne s'humilia devant la victoire. L'admiration qu'affectait l'archevêque de Mayence pour Napoléon devint subitement de l'enthousiasme. L'Autriche abattue, il vit dans le glorieux empereur des Français le seul homme qui pouvait fonder l'unité allemande et lui conseilla de se proclamer empereur d'Occident. C'était aller au-devant de son désir secret. Charles-Théodore publia, en 1806, ses *Remarques sur le règne de Charlemagne*. Ce prélat si intelligent, mondain et léger à la française, spirituel et cultivé, plut infiniment à la famille impériale, notamment à Joséphine. Son neveu, le ténébreux ministre de Bade, se glissa dans son sillage. De cette époque date la singulière fortune des deux Dalberg.

Le 8 avril 1806, eut lieu le mariage de Stéphanie de Beauharnais, fille adoptive de Napoléon, avec le prince héréditaire

de Bade. On peut croire que les Dalberg n'y furent pas étrangers. Charles-Théodore, au comble de la faveur, devint prince-primat de la Confédération du Rhin, prince souverain de Ratisbonne, Francfort et Wetzlar. Le comte de la Lèyen, dont le fils avait épousé une sœur d'Emmerich de Dalberg et de madame de Venningen, fut élevé, malgré la petitesse de ses États, au rang de prince souverain et de membre de la Confédération du Rhin. L'électeur de Bade, devenu grand-duc, avait gardé un amer ressentiment de l'enlèvement du duc d'Enghien, contre lequel il n'avait pas osé protester. Stéphanie de Beauharnais, traitée sans bienveillance par sa nouvelle famille, fut bientôt délaissée par son époux. Cependant, le 25 novembre 1806, Dalberg fut chargé de féliciter l'Empereur de la victoire d'Iéna. Il se rendit à Berlin avec une lettre enthousiaste du Grand-Duc, y trouva Talleyrand qu'il suivit à Varsovie avec une partie du corps diplomatique. Napoléon résida dans la capitale de la Pologne pendant le mois de janvier 1807, y donna de grandes fêtes à la noblesse polonaise; c'est alors qu'il connut la comtesse Walewska. Talleyrand y resta jusqu'au mois de mai, logé à l'hôtel Radziwill et menant un train princier. C'est alors que son amitié avec Dalberg va se resserrer et qu'il l'associera étroitement à ses desseins.

DALBERG AMOUREUX

La jeune comtesse Potocka, qui se trouvait alors à Varsovie, en butte aux assiduités de Flahaut, distinguait Dalberg pour son esprit et recevait ses confidences. Le ministre de Bade était amoureux. « Pendant son séjour en Pologne, écrit la comtesse, il éprouva une forte passion pour une personne qui ne pouvait l'apprécier ou le comprendre, la nature lui ayant refusé les dons propres à séduire une personne bornée. Il se montra en cette occasion exalté comme un Allemand et délicat comme un Français. J'écoutais patiemment ses confidences car il y mettait tout le charme de son esprit. C'était un singulier personnage, moitié illuminé, moitié philosophe du XVIII^e siècle; il était en relations avec tous les gens les plus éclairés et les plus compromis d'Europe. Imprudent à l'excès, il disait tout ce qui lui passait par la tête, ne ménageant per-

sonne, pas même Napoléon qu'il traitait de *tyran* et d'*usurpateur*. Sa véritable mission était de surveiller les intérêts de l'Allemagne qu'il négligeait passablement depuis que l'amour absorbait toutes ses facultés. »

Sur la belle Polonaise qu'aimait Dalberg, nous n'avons d'autres détails que ceux qu'il donne lui-même à Talleyrand dans des lettres particulières, que nous possédons. Il se plaint de n'avoir pu émouvoir son cœur. « Avez-vous été voir cette charmante femme aux yeux mourants, qui ferait avoir des yeux morts aussi souvent qu'elle le jugerait digne de sa gloire? Je vous presse, mon prince, d'y aller; elle anime tout autour d'elle avec ses langueurs, sa nonchalance, ses irrésolutions et sa candeur... » Plus tard, il écrit : « Mes affaires n'avançant pas beaucoup. Il y a de l'étoile¹ en réunissant séjour de Varsovie, trente-quatre ans, de la raison, une femme de l'Ukraine et mon délire. Je n'ai jamais aimé plus que je n'aime cette femme! Je ne pense point avec cela que ni séduction, ni amour, ni mariage même me la donneront! Elle est incompréhensible! »

On voit que la comtesse Potocka n'était pas la seule confidente de Dalberg. Talleyrand le conseillait « en père et en ami », il y mettait « de la bonté, de la grâce et de l'intérêt ». Ses conseils profitèrent. Dalberg lui écrivit enfin : « La timidité, l'irrésolution et le manque total de mouvement dans cette femme m'échappent. J'aurais tout fait pour elle parce que je souffrais trop de la voir malheureuse, comme elle l'est, mais son état le veut ainsi. Ni son ancien amant, ni moi, ne la tirerons des mains d'un homme qui, toujours autour d'elle, en est craint et lui impose! Je serai longtemps avant d'oublier ce qu'elle aurait pu être pour moi; l'impression qu'elle me laisse ne s'effacera jamais. J'emploie tout mon caractère et toute ma raison pour faire cesser en moi l'agitation qu'elle m'a fait éprouver et dont, depuis tant d'années, je ne me croyais plus susceptible. Je n'oublierai jamais que dans cette circonstance vous, mon prince, vous m'avez parlé en père et en ami! »

Le grand amour qu'éprouva Dalberg, à Varsovie, ne l'empêcha cependant pas de se mêler activement à la politique.

1. Cette expression astrale est sans doute empruntée au vocabulaire des *illuminés*.

AVANT TILSITT

Talleyrand, depuis 1805, conseillait à Napoléon l'alliance conservatrice de l'Autriche, qu'il comptait ensuite opposer à la Russie. L'Empereur, au contraire, était décidé, après avoir vaincu la Russie, à s'allier à elle, car seule elle pouvait favoriser ses projets contre les Anglais dans l'Inde. Mais pour vaincre la Russie, il lui fallait absolument contenir l'Autriche, qui pouvait l'attaquer de flanc. En vue d'y parvenir il pensa que nul n'était plus désigné que Talleyrand, qu'il employait, disait-il malignement, pour les choses qu'il ne voulait pas faire. « La fin de tout ceci, lui écrivait-il, sera un système entre la France et l'Autriche ou entre la France et la Russie... Je l'ai proposé plusieurs fois à l'Autriche; je le lui propose encore. »

L'Autriche essayait de gagner du temps, espérant une victoire russe; en ce cas, 1807 eût été 1813. Elle envoya près de Napoléon un ambassadeur militaire, le général de Vincent. Le cordon de neutralité autrichien en Galicie était commandé par le général de Neipperg, le futur mari de Marie-Louise. Avec eux Dalberg, qui avait été au service autrichien, était l'intermédiaire indiqué.

Les documents autrichiens, notamment la correspondance inédite de Vincent et de Neipperg avec Stadion, nous révèlent que Dalberg, entièrement dévoué à Talleyrand et possédant son secret, remplit ce rôle à merveille. Il représenta Napoléon comme entièrement livré à son caractère impétueux et ne se déterminant que d'après les événements, Talleyrand arrêté dans ses principes, dévoué à la paix et ne contenant qu'avec peine son terrible maître; que l'Autriche ne perde donc pas un moment; son alliance serait accueillie avant la victoire; elle serait dédaignée par l'Empereur aussitôt après.

Stadion, comme plus tard Metternich en 1813, repoussa l'alliance et proposa la médiation. Talleyrand approuva. Dalberg, qui maintenait constamment le contact avec Neipperg et Vincent, voulait emmener Talleyrand à Vienne pour lui faire connaître Stadion. Il n'y réussit pas; mais grâce à lui, les rapports de Talleyrand avec les ministres autrichiens devinrent intimes en dehors de l'Empereur et bientôt contre

lui. Dalberg transmettait oralement ce qui ne pouvait se dire par lettre, notamment les renseignements militaires, par exemple la prise de Dantzig, dont Talleyrand éprouvait « un véritable chagrin » parce qu'elle éloignait la pacification.

Le 14 juin, ce fut Friedland. Après avoir félicité l'Empereur, Talleyrand écrivait à Dalberg : « Trouve-t-on que les malheurs de l'Europe ont assez duré?... Je ne sais où s'est réfugié le sens commun. Ajoutez qu'il n'y a que nous qui ayons franchement et complètement accepté la médiation de l'Autriche, qui sera plus portée à se plaindre de nous que de ceux qui l'ont refusée ». La médiation autrichienne n'avait plus d'objet, l'alliance russe était faite.

Il est probable que Talleyrand, secondé par Dalberg, a été plus loin, qu'il a poussé l'Autriche à réunir une armée nombreuse en Bohême pour contraindre Napoléon à la paix. Il eut avec Dalberg des entretiens plus secrets encore au moment de la bataille d'Eylau, car ils ne visaient à rien moins qu'à prendre la direction des événements en cas de mort de l'Empereur. Joseph eût été élevé au trône et le nouveau gouvernement eût annoncé à l'Europe que la France rentrait immédiatement et sans nulle réserve dans ses frontières du Rhin. Dalberg se tenait prêt à partir pour Vienne en émissaire. L'alliance autrichienne eût été aussitôt conclue. Ces faits sont affirmés par Pasquier et confirmés par une lettre inédite de Metternich.

Le 21 juillet 1807, Stadion écrivait à Paris, à Metternich, de bien accueillir « Dalberg, dont la sphère d'activité s'est beaucoup élargie pendant ces derniers mois. J'engage Votre Excellence non seulement à le cultiver beaucoup mais à lui témoigner les meilleurs sentiments même de la part de notre cour, et ma reconnaissance personnelle des avis qu'il nous a transmis par M. de Vincent ainsi que du prix que je mets et que nous mettons à tout ce qui vient de lui ». Que peut-on ajouter à un tel témoignage? Comme il en avait eu l'intention en 1804, le ministre de Bade était rentré en fait au service autrichien. De Paris, Metternich répondait à Stadion : « Le baron de Dalberg est ici depuis avant-hier; il pourra être très utile à l'Autriche. »

RÉFORMATEUR DE L'ÉTAT DE BADE

Pour consoler son jeune ami de ses déceptions amoureuses, Talleyrand s'avisa de le marier. Le 26 février 1808 le baron Emmerich de Dalberg épousa mademoiselle de Brignole-Sale, héritière d'une fort ancienne famille génoise. « C'est l'évêque qui a *mitonné* le mariage », écrit Floret. Madame de Brignole née Anna Pieri, d'une vieille famille de Sienne, dame du palais de Joséphine, était liée, dit madame de Chastenay, « de la plus étroite intimité avec le prince de Bénévent ». Belle et spirituelle, elle essayait de plaire à l'Empereur, qui lui confia, dit-on, des missions secrètes. Mais il ne semble pas qu'il ait bien placé sa confiance. La nouvelle baronne de Dalberg, « joli serin effaré », étrangère à la France comme son mari, partagea ses pensées politiques.

La duchesse d'Abrantès nous dépeint Dalberg le jour de ses fiançailles : « Un homme petit, à l'œil assez peu direct, au regard malignement souriant et, comme s'il se repentait d'avoir trente ans, portant les cheveux coupés en vergette et poudrés, ce qui était un peu antique. » A côté de lui, « un vieillard voûté, n'ayant qu'une dent, mais en revanche portant un petit manteau de taffetas noir, au milieu duquel se voyait une immense plaque en argent, de celles qu'on appelle vulgairement un *crachat* ». C'était le prince primat, Charles-Théodore.

Le mariage de Dalberg l'établissait en France. Il favorisait les ambitions que la protection de son oncle et l'amitié de Talleyrand lui permettaient de concevoir. Comme Talleyrand à Bénévent, Charles-Théodore était devenu prince souverain à Francfort; mais, étant prêtre, il n'avait pas d'héritier naturel, ni désigné. Quel plus beau rêve pour un baron allemand, de si vieille famille, que de régner à Francfort, Ratisbonne et Wetzlar après son oncle et de fonder dans son pays d'origine une dynastie nouvelle! Les Dalberg, qui n'avaient pas voulu être comtes, pouvaient devenir princes. Seul l'Empereur en déciderait. Il fallait donc par des services au moins apparents, s'attirer sa faveur et obtenir son consentement.

La grande-duchesse Stéphanie vivait à Mannheim, en mauvais termes avec la famille grand-ducale et toujours éloignée

de son mari, dont l'inconduite était notoire. Napoléon, qui aimait tendrement sa fille adoptive, menaçait de la reprendre. Le grand-duc régnant Charles Frédéric, vieilli et malade, entouré d'intrigants, avait laissé s'établir un grand désordre dans l'administration et surtout dans les finances. Napoléon estimait nécessaire d'y remédier et voulait réformer l'État de Bade, comme tous les États alliés, d'après le système français.

Les parents de Dalberg, qui résidaient à Carlsruhe, se rangèrent en 1807 dans le parti français. La grande-duchesse Stéphanie étant tombée malade, ils en firent prévenir l'Empereur. Madame de Venningen, sœur de Dalberg, devint dame d'honneur de la grande-duchesse et capta sa confiance. Bientôt le comte Auguste de Talleyrand, chambellan de l'Empereur et cousin du prince de Bénévent, fut envoyé en mission à Bade pour y examiner la situation. Au mois d'avril 1808, après accord des deux gouvernements, Dalberg était chargé de la réforme de l'État dans le grand-duché et muni de pleins pouvoirs. En même temps, le comte Auguste de Talleyrand était envoyé à Carlsruhe, pour l'appuyer, en qualité de ministre de France.

Le 7 juin 1808, Dalberg arrive à Mannheim, se présente au grand-duc héréditaire, s'impose à lui; il est ensuite reçu par la grande-duchesse Stéphanie, prend son parti et rapproche tant bien que mal les deux époux. Il se mit ensuite à l'œuvre, « travaillant jour et nuit ». Quelques semaines après, il présentait au grand-duc, qui le signait aussitôt, un plan complet de réforme.

Le 11 juillet, il écrivait à Talleyrand, son protecteur, cette lettre encore inédite, qui résumait les résultats de sa mission,

Carlsruhe, le 11 juillet 1808.

« Monseigneur,

» J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence deux exemplaires des décrets publiés par Ordre de S. A. R. le Grand-Duc de Bade; ils règlent un nouvel ordre de choses pour ce pays. Ayant été chargé de ce travail pénible, je crois devoir instruire Votre Excellence des principes que j'ai adoptés et que j'ai suivis dans cette circonstance, pour répondre à la confiance du grand-duc et aux besoins de l'administration.

» J'ai fait adopter pour la partie législative le principe que le Code *Napoléon* sera introduit au commencement de l'année 1809. J'ai cru devoir admettre le principe que les modifications nécessitées par la diversité de quelques institutions particulières à ce Pays, soient admises. J'ai proposé encore que les *fidei-commis* et les *majorats* soient modifiés mais non renversés. Ce ménagement fera éviter nombre de procès, écartera la désunion dans les familles et répond au principe sanctionné en France d'en établir de nouveaux.

» Quant à la partie administrative j'ai considéré deux rapports, le premier concernant le Conseil particulier du Grand-Duc qui en conservant toute la pureté de ses intentions paternelles se trouve dans un âge où d'autres doivent se charger du détail : un seul homme ne pouvait se charger de toute la responsabilité, il fallait une réunion de plusieurs personnes éclairées et d'une probité reconnue; j'ai consulté l'opinion publique et je crois que le choix y répond.

» La place importante de Ministre dirigeant est confiée au baron de Gemmingen, que mademoiselle Clairon dans ses mémoires cite comme Ministre du duc d'Anspach, en le désignant le *vertueux baron de Gemmingen*. Il a soixante-dix ans, mais il est capable du plus grand travail et, appuyé par les Conseillers d'État qui travaillent sous lui, il pourra lutter avec succès contre les intrigues et les individus qui veulent le désordre pour s'enrichir.

» Les Ministres sont formés comme en Westphalie et en Bavière; il existe un Conseil d'État pour les matières importantes soumises à une délibération plus formelle.

» Une instruction règle la distribution des matières confiées à leur direction et à leur travail.

» J'ai encore arrêté par un Décret l'influence des prétentions que tous les individus formaient à l'égard de titres et d'un rang qui avaient été soumis à un grand nombre de lois qui se croisaient et qui étaient sans vigueur.

» J'ai cherché enfin à déposer tous les pouvoirs entre les mains de ceux que l'opinion publique respectait et dont l'habileté était reconnue. Tels sont les principes qui m'ont guidés.

» J'ai conservé la direction du Cabinet et de la finance

jusqu'au moment où la machine sera en activité et je reprendrai pour lors ma place à Paris, la seule qui me convienne aussi longtemps que je me trouve dans les rapports d'un gouvernement allemand, et que je n'ai pu exécuter le projet que je nourris constamment de m'établir en France, projet que j'exécuterai *dès que Sa Majesté l'Empereur aura voulu régler les rapports de ma famille et du prince primat*. Le résultat que j'ai amené pour le bien de ce pays et pour l'avantage du respectable Prince qui le gouverne, est particulièrement dû à l'appui que j'ai trouvé en Votre Excellence et je ne puis lui cacher que le Ministre de France seul peut soutenir une bonne administration dans ce Pays où l'action des partis et celle des intrigants est constamment en mouvement pour renverser le bien qu'on cherche à produire.

» Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'annoncer son rappel¹. En le regrettant personnellement je l'invite à faire valoir près de sa Cour, le besoin qu'il y aura toujours d'un Ministre de France dont l'influence pour le bien puisse être très forte et qui, par sa propre volonté et la pureté de ses intentions, autant que par ses instructions, tienne ceux qui veulent nuire entre la crainte et l'espoir : voilà ce que Votre Excellence a fait, elle connaît la situation mieux que je ne puis la lui rendre et elle distinguera les individus que je désigne.

» Je désire que les instructions du Ministre de France portent vers ce but : c'est ainsi que le protecteur de la Confédération recueillera le fruit de cette institution politique : elle ne sera forte que par l'ordre qui en constituera les parties.

» Je me féliciterais si dans cette circonstance j'ai pu mériter la bienveillance et l'approbation de Sa Majesté l'Empereur : les bases des changements que j'ai proposés sont puisées dans les idées qui déterminent la formation des États régénérés par Elle. Si le grand-duché de Bade par son étendue ne peut prétendre à inspirer un intérêt politique, au moins sera-t-il digne de l'attention de Sa Majesté par sa position et par les liens qui unissent les deux familles.

1. Le comte Auguste de Talleyrand fut rappelé, semble-t-il, en raison de ses assiduités près de la grande-duchesse Stéphanie. De son côté, madame de Venningen poussait près de la grande-duchesse son propre amant, le comte de Condenhove... V. Edmond Bapst, *A la conquête du trône de Bade*, Paris, 1930.

» J'ai l'honneur d'offrir à Votre Excellence, l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

» DALBERG. »

Le 4 août, Dalberg proposait encore à Paris la création d'une monnaie au titre français portant la double effigie de l'Empereur et du Grand-Duc. Mais le ministre des Finances Mollien objecta la difficulté de contrôler la fabrication. Enfin il obtint l'émission en Hollande d'un emprunt badois de 3 à 4 millions de livres. Ce genre d'opération intéressait toujours Talleyrand.

En septembre, Dalberg fut envoyé au congrès d'Erfurt pour saluer, au nom du Grand-Duc, Napoléon et Alexandre. La grande-duchesse Stéphanie, accompagnée de son mari et suivie de madame de Venningen, s'y rendit aussi et fut courtisée par son beau-frère l'empereur de Russie. Le prince primat se trouvait à Erfurt ainsi que le prince et la princesse de La Leyen. La famille Dalberg parut en faveur près des deux empereurs et la princesse de La Leyen fut parfois l'intermédiaire de leurs rapports.

En rentrant à Carlsruhe, Dalberg, déjouant une intrigue de la cour de Bade, qui désirait son renvoi, fit décider que le grand-duc Charles serait désormais associé au pouvoir souverain. Il obtint enfin, le 3 mars, d'être déchargé de ses fonctions provisoires de ministre des Finances et de directeur du Cabinet et après un court séjour à Gênes, pays de sa femme, revint à Paris toujours ministre de Bade. Une grande déception l'y attendait : Talleyrand était disgracié et, après la scène fameuse, du 28 janvier 1809, déchu de ses fonctions de grand chambellan.

Le 22 avril 1809, Dalberg assistait à Francfort au mariage d'Edmond de Périgord et de Dorothée de Courlande, qui fut béni par le Prince primat. Francfort était le lieu choisi par Metternich pour y faire passer la correspondance secrète de Talleyrand pendant la guerre ainsi que les subsides de l'Autriche, par l'entremise du banquier Bethmann. Il est difficile de croire que les Dalberg furent étrangers à cet arrangement.

Vainqueur à Wagram, Napoléon revint à Paris le 26 oc-

tobre. Talleyrand rentra aussitôt en faveur et avec son habileté coutumière, aidé par Dalberg, fit accepter par Metternich le mariage de Marie-Louise. Napoléon, comme s'il était déjà sûr d'une postérité, réunit les États romains à l'Empire et destina l'Italie à son héritier à naître. En conséquence, il décida, par le traité du 9 février 1810, que les États du Prince primat seraient érigés au grand-duché de Francfort et passeraient après lui au prince Eugène.

Le rêve de Dalberg s'évanouissait. Il eut du moins une compensation. Considéré comme français par l'Empereur, puisqu'il était né à Mayence, il demanda sa retraite de ministre de Bade le 9 mars et fut nommé conseiller d'État en France. Par lettres patentes des 14 avril et 8 juillet, il reçut le titre héréditaire de duc de l'empire français, « l'Empereur voulant donner au Prince primat et à sa famille un témoignage de sa bienveillance et de sa satisfaction¹ ». Le grand-duc de Francfort ayant dû céder Ratisbonne à la Bavière, qui lui servit en compensation 400 000 francs de rente, la moitié, soit 200 000 francs, fut attribuée, en capital et comme majorat, au duc de Dalberg. Profondément déçu de ne pouvoir être prince souverain, celui-ci refusa la place de chambellan de l'Empereur, mais la duchesse de Dalberg fut nommée dame du palais de la nouvelle impératrice en même temps que sa mère, la comtesse de Brignole, et que la comtesse Edmond de Périgord. L'ennemi était entré dans la place.

VERS LA CHUTE DE NAPOLÉON

Dalberg, en 1807, écrivait à Talleyrand qu'il lui était « dévoué jusqu'à la mort ». A partir de 1810, l'ancien ministre de Bade, devenu duc et conseiller d'État français, se jette ardemment à la suite du vice-grand électeur de l'Empire dans sa lutte tenace et ténébreuse contre Napoléon. Il reste dans l'ombre; on ne l'aperçoit que par instants; l'attention,

1. Il avait déjà été proposé par Maret en 1808; mais Napoléon n'y consentit pas. Le titre de duc, faute d'héritier mâle, est passé, par décret impérial du 2 mars 1859, à Charles Tascher de la Pagerie, fils d'une princesse de La Leyen, nièce de Dalberg.

surtout celle de l'Empereur, ne se fixe pas sur lui; ce n'est qu'au moment fatal qu'il portera les coups décisifs.

Quand Nesselrode arrive à Paris, accrédité secrètement près de Talleyrand, c'est Dalberg qui les met en rapport. Nesselrode n'est-il pas un cousin des Dalberg, élevé par l'oncle Charles-Théodore? A la fin de 1810, Dalberg est chargé par l'Empereur, comme conseiller d'État, de faire un tableau des effectifs disponibles en France et dans toute l'Allemagne contre la Russie. Il puise ses renseignements au Ministère de la Guerre et s'empresse de les porter à l'ambassadeur d'Autriche Schwarzenberg, qui les communique à Metternich. A cette époque, Talleyrand est ruiné. Dalberg lui vient en aide en essayant de lui acheter une maison acquise autrefois d'un Anglais. Mais Talleyrand avait négligé de payer les droits de mutation et l'Empereur fait confisquer la maison comme propriété anglaise.

Au commencement de 1812, l'Empereur était fort occupé d'une négociation relative à un traité de commerce avec les États-Unis. Pour la diriger, Maret proposait d'Hauterive. Mais l'Empereur, « cédant, écrit Maret, à une de ces prédilections capricieuses dont il n'a pas eu toujours à s'applaudir », préféra un homme aussi bien né que Dalberg. Celui-ci fit décider que l'indemnité due à des armateurs américains serait soldée par la remise de 80 licences. Or ces licences donnaient lieu à toutes sortes de spéculations et l'on sait aussi que Talleyrand cherchait à se procurer des licences russes par Nesselrode. L'Empereur apprit que Dalberg escomptait un bénéfice de 12 millions pour les intermédiaires, fut indigné contre lui et révoqua ses pouvoirs. « A dater de cette disgrâce (écrit Maret, dont les yeux, comme ceux de Napoléon, s'ouvraient trop tard) le duc de Dalberg fit secrètement cause commune avec les ennemis les plus irréconciliables du gouvernement impérial. » C'est vers cette époque que Pasquier parle de Dalberg en ces termes : « Intrigant jusqu'à devenir conspirateur au besoin, sans aucun principe sur quelque manière que ce fût, libéral, hautain et cauteleux à la fois, profondément corrompu comme le sont les oisifs blasés que l'ennui et la satiété ont démoralisés. » Dalberg avait alors passé à l'école de Talleyrand.

Après Leipzig, l'activité de Dalberg redouble. Il connaît parfaitement l'Europe. Il est depuis longtemps en rapports personnels avec les ministres et souverains alliés. N'a-t-il pas été au service de l'Autriche, de la Bavière, du grand-duché de Bade et secrètement à celui de la Russie? Plus impétueux que Talleyrand, il est alors son confident le plus intime, son conseiller le plus écouté. La duchesse, qui répète imprudemment les propos de son mari, est dénoncée à l'Empereur qui lui adresse de dures paroles et lui retire sa place de dame du palais.

Cependant, à Francfort, Alexandre, malgré les instances de Pozzo di Borgo, hésite à passer le Rhin, quand arrive un secrétaire de Dalberg, « un sieur P... », portant ce billet pour Nesselrode, écrit de la main de son maître : « On vous attend à Paris à bras ouverts. » Napoléon connut la trahison, mais ne put en découvrir l'auteur.

A Paris, se tiennent chez Talleyrand des conciliabules nocturnes avec Dalberg, l'abbé de Pradt, l'abbé Louis. Savary les surprend, mais les tolère. A Châtillon, l'autrichien Floret correspond avec Dalberg qui essaie de rompre les négociations. Talleyrand hésitait : il attendait avec anxiété la mort de Napoléon pour s'emparer de la régence avec l'appui de Metternich. Mais Dalberg s'impatiente; la haine de Bonaparte l'a rendu royaliste. Il connaît depuis vingt ans un partisan énergique et plein d'esprit, Vitrolles. Il propose de faire sonder par lui les souverains et les ministres alliés. Talleyrand accepte, mais, au dernier moment, se dérobe. « Vous ne connaissez pas ce singe, dit Dalberg à Vitrolles. Il ne risquerait pas de brûler le bout de sa patte lors même que les marrons seraient pour lui tout seul. » C'est donc Dalberg qui, le 6 mars, munira Vitrolles d'un cachet à ses armes allemandes, de deux noms de femmes pour Stadion et d'un billet à l'encre sympathique pour Nesselrode. Ce célèbre billet contenait un appel qui fut entendu.

Le 31 mars, dès que Nesselrode arrive chez Talleyrand, il fait mander Dalberg et le ministre russe n'agit plus que de concert avec l'ancien ministre de Bade. Celui-ci, le 1^{er} avril, est élu membre du gouvernement provisoire de la France avec Jaucourt, Beurnonville et Montesquiou, par 74 sénateurs

gagnés par Talleyrand. Il rédige la première déclaration¹. Sa nomination fit scandale. Il exhalait en termes violents sa rage contre « la race des Bonaparte », qu'il voulait « chasser de tous les trônes ». Comme sous le Consulat, il appelait de ses vœux l'assassinat. A Pasquier il confiait cyniquement « qu'un certain nombre d'individus déterminés et conduits par un vigoureux bougre, revêtiraient des uniformes de chasseurs de la garde... s'approcheraient de Napoléon et en délivreraient la France ». En rapports avec Maubreuil, il ajoutait : « Ah! cela n'est pas difficile; nous en avons de toutes les couleurs, des chouans, des jacobins. »

Quand il apprit sa présence au Gouvernement provisoire, Napoléon dit à Caulaincourt : « C'est un agent d'intrigues, un faiseur d'affaires, un véritable agioteur de bourse. On m'avait toujours dit que c'était un intrigant, je ne voulais pas croire qu'un si beau nom pût être mal porté. J'en ai fait un Français; il me doit sa fortune. Je l'ai marié, comblé de biens, d'honneurs, de richesses. J'ai fait plus pour lui que pour vous, que pour tous les braves qui m'ont mis la couronne sur la tête. »

Il était trop tard. Napoléon avait été constamment joué par ce grand seigneur allemand qui le détestait et, depuis plus de dix ans, souhaitait son assassinat.

UN PAIR LIBÉRAL

Dalberg obtint sous la Restauration, par une loi du 28 décembre 1815, des lettres de grande naturalisation. Il lui était impossible de retourner en Allemagne. Son titre de duc fut reconnu comme tous les titres de l'Empire; Louis XVIII y ajouta celui de ministre d'État et de grand croix de la Légion d'Honneur. Talleyrand le fit nommer membre de la Chambre des Pairs. Le Prince primat mourut à Ratisbonne en 1817. La dotation de 200 000 francs de rente sur la Bavière fut réduite à 60 000 francs en viager au profit de la fille de Dalberg. En France, celui-ci était haï des bonapartistes. Le Roi, forcé de lui tenir compte de l'envoi de Vitrolles aux souverains alliés, trouvait cet Allemand compromettant. On le tenait

1. Dalberg signa avec ses collègues l'adresse aux armées en date du 2 avril, où Napoléon est ainsi qualifié : « un homme qui n'est pas même français »

pour orléaniste et quelque peu jacobin. Sa place était à l'étranger. Il suivit donc Talleyrand au Congrès de Vienne, rédigea la correspondance avec Jaucourt, se distingua par son zèle contre Bonaparte et « répandit les secrets qu'il fallait que tout le monde sache ». On le retrouve à Gand près de Louis XVIII, puis commissaire près des souverains alliés. En 1816, il fut nommé ambassadeur à Turin, en remplacement du marquis d'Osmond.

Ce choix n'était pas heureux. Les Brignole étaient de Gênes, qui protestait contre son annexion au Piémont. Victor-Emmanuel I^{er} avait restauré dans ses États le despotisme le plus étroit. Dalberg favorisait le carbonarisme, signalait la fermentation des peuples, prédisait les troubles, qui éclatèrent en 1821. Richelieu l'invita à plus de réserve. Après l'assassinat du duc de Berry, Pasquier lui signifia son rappel (21 août 1820). Il écrivit alors à Louis XVIII cette lettre inédite :

« Sire!

» Avant de quitter la mission que Votre Majesté m'avait confiée, il est de mon devoir de la remercier de l'honneur qu'elle m'avait fait et de lui exprimer la peine que j'éprouve de quitter mon poste avec l'apparence de défaveur que je ne crois point avoir méritée.

» Les informations vagues qui me sont données en assignent la cause à la demande qu'en aurait faite la Cour de Sardaigne et à mes opinions énoncées sur les événements qui récemment ont agité la chose publique.

» Je sollicite respectueusement de Votre Majesté d'accorder un moment d'attention à une justification que je dois autant aux bontés dont Votre Majesté m'a honoré qu'à ma position personnelle.

» Lorsque j'arrivai à Turin j'avais à combattre dans l'intérêt des Français un système de réaction et des formes d'administration qui blessaient des droits acquis et menaçaient les propriétés mêmes.

» M. le marquis d'Osmond avait dit — et la phrase est dans une de ses dépêches — *que son poste devenait intenable!* L'intrigue et la cupidité faisaient obtenir des signatures souveraines qui suspendaient pour des années l'action régulière des

tribunaux. J'ai dû l'empêcher lorsque des Français en étaient victimes! Mon influence a peut-être retardé dans ce pays-ci des événements que nous déplorons de nos jours dans d'autres. Aurais-je fait mon devoir si je l'eusse négligé? Mon successeur n'aura plus à lutter contre de tels abus. Ils ont cessé.

» Je sais que le roi de Sardaigne rend justice à mon zèle, ses ministres m'ont exprimé leurs regrets de voir finir les relations qui existaient entre nous.

» Depuis deux ans aucune plainte n'a été faite, aucune demande articulée. On me l'assure ici positivement.

» Quant à ma manière de juger les derniers débats qu'ont présentés nos chambres, je puis errer Sire! je crois qu'on pouvait les éviter. Cette opinion part du vœu que je forme constamment que Votre Majesté soit heureuse, que son bonheur ne soit troublé par rien et que la France soit tranquille et puissante! Votre Majesté ne m'a sans doute pas appelé à siéger comme Pair de France, ne m'a pas accordé le titre de ministre d'État et ne m'a pas employé dans ses missions sans m'imposer pour ainsi dire le devoir de m'occuper des intérêts publics. Il y a vingt-cinq ans que ma position et mes rapports m'ont fait voir d'assez haut la lutte qui caractérise notre siècle. Votre Majesté, par une heureuse inspiration, a conjuré le génie du mal qui souffle sur le monde!

» Quel est le Français, quel est le citoyen qui ne doit être pénétré de reconnaissance pour de tels bienfaits? Ce sentiment est inné dans mon cœur.

» Je désire que dans d'autres circonstances je puisse prouver à Votre Majesté mon zèle pour son service et je la prie d'agréer les expressions de mon respect le plus profond et du dévouement le plus entier avec lequel j'ai l'honneur d'être

» Sire, de Votre Majesté le très humble et très fidèle sujet.

» LE DUC DE DALBERG. »

Le duc de Dalberg resta dès lors éloigné des affaires, prenant rarement la parole à la Chambre des Pairs, retrouvant dans les rangs de l'opposition libérale les maréchaux et les fonctionnaires de Napoléon. Il continuait d'être l'intime de Talleyrand. Quand le duc de San Carlos, ambassadeur d'Espagne à Paris,

vint à mourir en 1827, Talleyrand fit à son ami Dalberg cette confidence : « Je regrette beaucoup le duc de San Carlos; sa mort m'afflige réellement. — C'était un fort brave homme, répondit Dalberg, mais je ne vous savais pas si lié avec lui. — Je vais vous expliquer cela. Le duc de San Carlos était l'amant de ma femme; il était homme d'honneur et lui donnait de bons conseils, dont elle a besoin. Je ne sais pas maintenant dans quelles mains elle tombera. »

Quand Savary publia sa brochure à propos de la mort du duc d'Enghien, en faisant peser toute la responsabilité sur Talleyrand, Dalberg, accusé dans une note de n'avoir pas prévenu la cour de Bade, répondit en publiant ses dépêches officielles et celles du gouvernement de Bade.

Il menait grand train, recevait fastueusement les libéraux les plus marquants, soutenait le *Constitutionnel*, encourageait Thiers, prenait part au mouvement philhellène. En 1828, la faillite de la banque Paravey le ruina en partie. Après la révolution de 1830, qui comblait ses vœux, Talleyrand lui fit offrir l'ambassade de Pétersbourg, qu'il refusa pour raisons de santé. Presque étranger à la France, il voyageait beaucoup en Allemagne et en Italie.

Pendant la célèbre ambassade du prince de Talleyrand à Londres, Dalberg lui écrivit de Paris des lettres que son correspondant, qui les a insérées dans ses mémoires, trouvait « d'une humeur un peu exagérée ». Les journées de 1830, les désordres qui les suivirent dans toute l'Europe, les menaces de guerre et surtout le débordement de la démocratie produisaient un triste effet sur ce grand seigneur libéral et désenchanté. Il écrit : « Nous sommes à la veille d'entrer dans un système d'anarchie démocratique... M. Thiers est montré au doigt pour ses turpitudes... La paix, mon cher Prince, ou tout va au diable!... La France n'a jamais, depuis le Directoire, vu un tel état de choses.... M. Périer vient de faire une faute incalculable par son décret qui rétablit la statue de Bonaparte sur la colonne de la place Vendôme. » La suppression de l'hérédité de la pairie l'irrite au dernier point : « Quelle fureur d'égalité! Pauvre pays! Restez à Londres! » Un ami d'Allemagne lui écrit : « Votre France et votre Paris commencent réellement à nous dégoûter. » Louis de Rohan est de retour à

Vienne : « Il dit qu'on y est furieux contre tout ce qui est français. » Mais « quand les masses sont poussées par des brouillons, par des La Fayette, qui peut les arrêter? » En résumé, « le monde se fond, se dissout, sous les coups de l'anarchie mentale qui a envahi la société humaine ».

Le duc de Dalberg mourut avant la fin du Congrès de Londres, le 27 avril 1833. Au cours d'un séjour à Naples, il avait marié, le 10 juillet 1832, sa fille unique au fils d'Acton, l'ancien ministre et favori de la reine Caroline de Naples, l'ennemi acharné de Napoléon. Dans les derniers temps de sa vie, il se retira à Herrnsheim, près de Worms, dans le château de ses ancêtres; il était leur dernier rejeton. L'Allemagne le considérait comme un traître, la France comme un intrus. Il ne fut fidèle qu'à Talleyrand.

Peu après, celui-ci écrivait à Gagern : « Pauvre Dalberg! Combien je l'aimais et combien je l'ai regretté! » Ces deux hommes, séduits, dans leur jeunesse, par les idées révolutionnaires, étaient déjà des représentants d'un autre âge, aristocrates éclairés que la religion de la patrie n'avait pas encore pénétrés tandis que l'autre les avait déjà quittés. Tous deux s'étaient enthousiasmés pour la liberté sans rien comprendre à la démocratie. L'un et l'autre ne se croyaient guère moralement obligés qu'envers eux-mêmes et leur raison. Ces ressemblances favorisèrent leur amitié. Ils défendirent, toute leur vie, sans peut-être en avoir pleinement conscience, les intérêts de la grande aristocratie internationale dont le rôle allait finir.